



Dans la marche du temps où l'Histoire ne retiendra que les faits importants, il n'est pas opportun de donner de l'importance à des individus qui ne pratiquent encore le culte de la personnalité. Ils se reconnaîtront pour avoir brillé par leur absence aux grands rendez-vous de l'Histoire politique de Madagascar. Dans 5, 10, 15 ans. Les regrets ne venant qu'après. Qu'on le veuille ou non, ce vendredi 13 août constitue bel et bien une date à marquer d'une pierre blanche dans les annales de l'Histoire politique de la Grande île de l'Océan Indien. Raison de plus pour immortaliser le discours du Président de la transition et non pas en tirer des bribes pour corrompre les intentions des 102 signataires de cet accord politique jamais rédigé à Madagascar.

" Date unique et sans précédent ; date historique à marquer d'une pierre blanche dans la vie de la Nation que ce vendredi 13 août 2010. Date qui revêt une grande importance car tous les citoyens malgaches, dans leur majorité et sans exclusive, sont convaincus qu'il n'est plus nécessaire d'amener la crise malgache à l'extérieur et au-devant d'une médiation internationale. En effet, seule une solution entre Malgaches est viable pour définir l'avenir de notre patrie commune. Conscients de cette réalité, chacun d'entre nous a pris ses responsabilités. Personnellement, j'ai lancé un appel aux « Raiamandreny mijoro » et les chefs traditionnels ainsi que la société civile et les chefs de partis et d'associations politiques. Ce, pour chercher ensemble une solution malgacho-malgache pour une crise malgache. Vous avez tous répondu à cet appel et je vous remercie du fond du cœur pour le patriotisme dont vous avez fait montre.

En ce qui concerne les affaires d'ordre politique, nous avons procédé aujourd'hui, à la cérémonie officielle et solennelle de signature de l'accord politique concernant la gestion de la transition et la réorganisation des partis politiques. Une semaine s'est écoulée depuis notre rencontre au Palais d'Iavoloha, selon la demande des chefs de parti, membres de l'espace de

concertation politique. A ce moment, vous m'avez transmis un projet d'accord politique que vous avez, vous-mêmes, préparé. A l'issue de cette première rencontre, j'avais demandé à ce que cet accord soit finalisé aussi vite que faire se peut et que la date du mercredi 11 août sera celle de cette finalisation. J'avais aussi lancé un appel aux autres partis consistant à s'impliquer dans cet accord pour qu'il n'y ait aucune exclusivité. Nombreux ont été ceux qui ont répondu à cet appel. Remercions Dieu car, mercredi dernier, les échanges d'idées, les concertations entre vous ont débouché au présent accord politique. Cela a duré trois jours. Mais cela a surtout démontré que les Malgaches entre eux peuvent discuter, tomber d'accord sans avoir besoin de médiateurs étrangers.

Aujourd'hui, j'ai quelques suggestions à soumettre à chacun d'entre vous. En effet, selon mon vœu le plus sincère, que les générations malgaches futures ne connaissent jamais plus de réunions comme celles de Maputo, Addis-Abeba et Prétoria. Je suis conscient que les pourparlers ont été âpres. Néanmoins, les idées ont convergé car l'humilité a régné. Mesdames et Messieurs, nous sommes tous pressés d'ériger la IV^e république et tous les Malgaches sont impatients d'aller au suffrage universel. Actuellement, nous sommes sur la bonne voie, à travers cet accord que nous avons signé aujourd'hui. Il y a, cependant, quelques points sur lesquels je voudrais attirer l'attention des citoyens malgaches sans exception, dans le cadre de cet accord. La majorité des signataires ont convenu de la nécessité d'organiser une Conférence nationale, à partir du 30 août 2010, selon les recommandations des « raïamandreny mijoro » et les membres de la société civile. Il a été également convenu que le référendum constitutionnel aura bel et bien lieu le 17 novembre 2010 ; que les élections législatives auront lieu le 16 mars 2011 et que l'élection de celui qui présidera la IV^e république, sera organisée le 4 mai 2011.

Nous sommes tous d'accord et nous acceptons tous que la tenue d'élections constitue la seule et unique voie pour en terminer définitivement avec cette crise que traverse actuellement le pays. Voilà pourquoi nous avons convenu ensemble de ce calendrier électoral. J'avais émis le souhait pour que ces élections aient lieu dans le plus brefs des délais. Mais, après les divers échanges de points de vue, surtout concernant l'aspect technique de ces élections, les dates citées sont les seules viables et retenues par tous. A partir d'aujourd'hui, il ne doit plus avoir quelqu'un qui pourra dire que cette décision émane d'une seule personne, parce que ce sont tous ceux qui vont participer aux élections successives qui ont décidé de ce calendrier électoral.

Secundo : tous les partis politiques qui ont présenté un candidat, lors de la dernière élection présidentielle, sont signataires de cet accord politique : le PSDUN, avec M. Lahiniriko Jean ; le MTS avec M. Roland Ratsiraka ; le LEADER FANILO avec feu Herizo Razafimahaleo ; l'AVI avec M. Ratsirahonana Norbert ; l'AKFM-FANAVAOZANA avec M. Ny Hasina Andriamanjato ; NY FIHAVANAN-TSIKA avec M. Rajakoba Daniel ; TAMBATRA avec M. Pety Rakotoniaina et MADAGASIKARA AN-TSIKA avec

Mme Elia Ravelomanantsoa. Concernant le TIM qui a présenté l'ancien président [Marc Ravalomanana], il est signataire de cet accord politique avec M. Raharinaivo Randrianantoandro.

Voilà les candidats qui ont eu le plus de voix lors de la dernière élection présidentielle. Or, à l'issue de cette présidentielle de 2006, beaucoup de partis politiques ont décidé de ne plus participer aux élections de 2007 et 2008, conscients que les règles de jeu n'étaient pas claires. Et contrairement aux réalités qui prévalaient à l'époque. Actuellement, aujourd'hui, tous les partis politiques, en particulier ceux que je n'ai pas cités, ont chacun un candidat à présenter pour notre entrée dans la IV^e république. Et ils ont tous signé cet accord politique. Cela signifie un paradoxe, en comparaison avec ce qui s'est passé en 2007 et en 2008. En effet, la majorité est tombée d'accord sur la nécessité d'organiser des élections auxquelles tous participeront.

Mesdames et Messieurs.

Le troisième point que je voudrais soulever est celui-ci : il ne faut pas qu'il y ait ni mauvaises interprétations ni changements intempestifs du contenu de cet accord politique. Par exemple, j'ai ouï dire que cet accord permettait déjà une amnistie. Or, ce qui y est écrit est simple : les questions relevant de l'amnistie seront abordées durant la Conférence nationale. Il en sera de même à propos de l'impunité. En un mot, ces aspects [amnistie et impunité] seront discutés lors de la Conférence nationale. Par ailleurs, le pouvoir de transition reste ouvert et à la volonté d'œuvrer de concert avec toutes les personnes de bonne volonté. Je vous demande donc à vous tous, simples citoyens et politiciens, de faire montre de la sagesse que vous avez démontré, que nous avons démontré lors des travaux pour la finalisation de cet accord politique. Que l'avenir de la Nation et celui des générations futures prime sur des sempiternelles batailles de chaises. Aujourd'hui, nous avons démontré que nous pouvons dépasser ces considérations, et nous le démontrerons encore demain.

Enfin, le dernier point sur lequel je voulais vous entretenir est le suivant : cet accord politique est ouvert à tous les partis politiques, sans restriction. Ceux qui veulent encore en être les signataires sont toujours les bienvenus. Aussi, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation ; au nom du Patriotisme : unissons nos forces pour terminer cette crise politique qui mine la vie de la nation toute entière. Nous sommes pleinement en route vers l'avènement de la IV^e république dont le calendrier électoral est une étape primordiale. Malgaches mes compatriotes, redoublons d'ardeur, le renouveau pointe à l'horizon.

Aucun parti politique, aucun citoyen n'a Madagascar pour ennemi. Que le Patriotisme guide chacun de nous, comme nous l'avons démontré en ce jour.

Misaotra Tompokolahy, mankasitraka Tompokovavy "

Transcription et traduction : Jeannot RAMAMBAZAFY